Les Franco-Américains à Montréal en 1901 : un regard sur le retour au pays

Martine Rodrigue

Number 9, 1999

Les relations entre le Québec et la francophonie nord-américaine

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1004959ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1004959ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Rodrigue, M. (1999). Les Franco-Américains à Montréal en 1901 : un regard sur le retour au pays. *Francophonies d'Amérique*, (9), 107–115.
<https://doi.org/10.7202/1004959ar>

LES FRANCO-AMÉRICAINS À MONTRÉAL EN 1901 : UN REGARD SUR LE RETOUR AU PAYS¹

Martine Rodrigue
Université du Québec à Montréal

De nombreux historiens se sont intéressés à l'exode des Canadiens français vers les États-Unis. En effet, il existe plusieurs monographies sur ce mouvement migratoire et sur l'établissement de communautés canadiennes-françaises dans les États de la Nouvelle-Angleterre². On évalue à environ 900 000 le nombre de Canadiens français qui ont quitté leur pays en direction des États-Unis entre 1840 et 1930³, ce qui suffit à justifier l'importance et l'intérêt du sujet.

Par contre, nous savons qu'il existait également un phénomène de retour de Franco-Américains. Par exemple, la démographe Yolande Lavoie évalue qu'« environ le tiers de l'émigration des années 1900-1930 est compensée par le retour des rapatriés et de leurs descendants⁴ ». Les historiens n'ont pourtant guère accordé d'attention à ce phénomène. Nous proposons de lever un coin du voile en étudiant la situation des Franco-Américains qui résident dans le quartier Saint-Jacques, à Montréal, en 1901. La source de base est le recensement canadien réalisé cette année-là. Il permet de tracer un portrait démographique des individus et des familles, notamment de leurs migrations dans l'espace nord-américain, et un portrait social de la communauté établie dans un quartier de la métropole.

Un phénomène de retour mal connu

Même si on peut glaner des informations ici et là, il n'existe pas de travaux qui offrent une étude systématique sur les migrants d'origine française qui sont revenus s'établir au Québec après un séjour plus ou moins long aux États-Unis. Nous pouvons cependant nous questionner sur l'importance de ce phénomène mal connu. Par exemple, qui sont ces migrants, où s'établissent-ils et quelles sont leurs principales caractéristiques? Une chose est certaine: ces retours ne sont pas liés à l'existence de programmes gouvernementaux de rapatriement destinés aux familles canadiennes-françaises alors établies aux États-Unis. Ces programmes visaient l'établissement en zone de colonisation et ils ont connu peu de succès. Cet échec expliquerait peut-être le manque d'intérêt des historiens pour un phénomène que l'on aurait jugé négligeable.

Nous pouvons émettre deux hypothèses quant au retour de ces familles à partir des États-Unis. Premièrement, il est vraisemblable de penser qu'une fraction des rapatriés franco-américains ont profité du capital accumulé aux États-Unis pour relancer leur exploitation agricole au Québec, car l'endettement progressif des ruraux pendant les dernières décennies du XIX^e siècle représentait un facteur important d'exode outre-frontière. Comme seconde hypothèse, nous pouvons également avancer que certains rapatriés, forts de leur expérience acquise dans les villes américaines, auraient, en revenant au Québec, préféré s'établir dans un milieu urbain plutôt que rural.

C'est cette deuxième hypothèse que nous avons choisi d'explorer, avec comme point d'observation la ville de Montréal au début du XX^e siècle. Les principaux brassages migratoires entre le Canada et les États-Unis ayant eu lieu à la fin du XIX^e siècle, nous multiplions ainsi nos chances de répertorier une population franco-américaine à Montréal au tournant du siècle. Soulignons d'ailleurs qu'à cette époque Montréal est en pleine croissance et représente la principale agglomération au Québec⁵. Compte tenu de sa taille en 1901, nous avons limité notre étude à un seul quartier, soit le quartier Saint-Jacques, qui présente alors un caractère francophone et ouvrier et où l'on pouvait s'attendre à trouver bon nombre de Franco-Américains.

Afin de répertorier la population franco-américaine, nous avons travaillé principalement à partir des informations contenues dans les listes nominatives du recensement de 1901, conservées sous forme manuscrite⁶. Il s'agit d'un outil de travail très intéressant dans la mesure où il fournit divers renseignements sur les membres des ménages canadiens. On y trouve, par exemple, en plus de leur nom, leur âge et leur date de naissance, leur religion, leur profession, leur connaissance du français et de l'anglais, etc. On y trouve aussi une information qui ne se trouvait pas dans les recensements antérieurs: l'année d'immigration au Canada pour ceux qui sont nés à l'étranger. D'ailleurs, l'intérêt de cette dernière information dépasse la simple observation des principales périodes migratoires et offre surtout la possibilité d'esquisser un bref portrait des familles migrantes au moment du retour au pays.

Nous avons repéré dans les bobines du recensement tous les individus d'origine canadienne-française nés aux États-Unis et toutes les familles dont au moins un membre possède ces caractéristiques. Furent ainsi retenues 357 familles que nous considérons comme franco-américaines, parce que l'un ou l'autre ou les deux parents, ou encore un ou deux enfants, sont nés aux États-Unis, ainsi que 126 célibataires Franco-Américains de naissance qui ne cohabitent pas avec des membres de leur famille immédiate et qui sont, pour la plupart, en pension.

Il faut reconnaître que les listes nominatives représentent une source partielle qui n'épuise pas la réalité. Elles ne permettent pas de repérer les individus ou les familles qui, partis du Québec, ont séjourné aux États-Unis, s'ils ne présentent aucun indice démographique de leur migration. Par exemple,

nous savons qu'Olivar Asselin, journaliste et rédacteur du *Nationaliste* de 1904 à 1910⁷, a vécu plusieurs années aux États-Unis et qu'il résidait à Montréal au moment du recensement de 1901. Cependant, puisque M. Asselin n'est pas né aux États-Unis et qu'il n'y a pas fondé de famille, aucun indice, dans les listes nominatives, ne peut porter à croire qu'il ait résidé à l'extérieur du pays. Comme probablement de nombreux autres Canadiens français qui ont eu une expérience américaine, il échappe donc à notre étude. Ainsi, nous n'observons qu'une fraction de la réalité migratoire des résidents du quartier Saint-Jacques, mais cette fraction nous a paru suffisamment intéressante pour l'analyser.

Quand revient-on du Sud?

En connaissant l'année d'immigration des individus nés hors des limites canadiennes, nous disposons ainsi d'une information qui permet de situer les temps forts du retour des Franco-Américains et des familles franco-américaines qui habitent le quartier Saint-Jacques en 1901. Dans 92 % des cas, les familles sont revenues au Canada pendant le dernier tiers du XIX^e siècle. Les retours les plus anciens sont ceux des familles dont l'un des époux seulement est né aux États-Unis et qui eurent leurs enfants au Québec. Quant aux couples dont les enfants sont nés aux États-Unis, la moitié étaient déjà revenus s'établir au Canada depuis une dizaine d'années au maximum (1891). Nous observons le même phénomène chez les Franco-Américains et Franco-Américaines de naissance qui habitent seuls ou en pension, puisque 91 % de ceux-ci ont immigré au Canada pendant la dernière décennie de XIX^e siècle.

Selon Bruno Ramirez, l'intensification du départ de familles migrantes pendant les dernières décennies du XIX^e siècle serait en partie attribuable à des changements dans les politiques industrielles américaines concernant le travail des enfants notamment⁸. Il explique que les manufactures de la Nouvelle-Angleterre étaient économiquement profitables dans la mesure où les enfants étaient aptes à y travailler. Après l'adoption de lois qui élèvent l'âge minimum des ouvriers, le marché du travail de la Nouvelle-Angleterre devenait moins attrayant pour les familles canadiennes-françaises ayant surtout de jeunes enfants. Dans une entrevue effectuée par Jacques Rouillard, un Monsieur Dumontier, qui a vécu aux États-Unis, raconte que des familles songeaient à s'y installer lorsque « les enfants étaient assez grands pour travailler⁹ ».

L'âge des enfants aurait eu ainsi un rôle à jouer dans le choix des familles qui faisaient demi-tour, et il s'agit d'un phénomène que nous pouvons observer parmi les familles franco-américaines du quartier Saint-Jacques en 1901. Premièrement, il est intéressant de noter que plusieurs enfants nés aux États-Unis ont immigré au Canada alors qu'ils étaient encore bébés. Nous remarquons effectivement qu'un peu plus du tiers des 487 enfants franco-américains du quartier Saint-Jacques, qui habitent toujours chez leurs parents en 1901, ont traversé la frontière alors qu'ils avaient un an ou moins.

Parmi les 96 couples qui fondèrent une famille aux États-Unis et qui sont revenus après 1891, les enfants de 58,3 % d'entre eux avait dix ans et moins au moment du retour. Si nous nous référons plutôt à l'ensemble des 185 couples qui fondèrent une famille aux États-Unis et dont les retours s'étendent sur le dernier tiers du XIX^e siècle, on s'aperçoit que c'est plus de la moitié de ceux-ci (56,2 %) qui firent le voyage accompagnés d'un enfant de moins de deux ans, ce qui témoigne du portrait jeune des familles migrantes. D'ailleurs, ces familles sont toujours relativement jeunes en 1901, puisque la plupart sont au pays depuis peu. La différence est que les enfants d'hier forment les adolescents d'aujourd'hui (1901).

En plus du facteur relié à l'âge des enfants, nous pouvons également avancer l'hypothèse d'un autre facteur qui pourrait avoir un rôle à jouer dans la sélection des familles migrantes, soit celui d'un veuvage précoce. Dans la mesure où les familles franco-américaines du quartier sont encore jeunes en 1901, on peut s'attendre à un taux de veuvage peu élevé, et c'est effectivement le cas en ce qui concerne les couples dont l'un des époux seulement est Franco-Américain de naissance et qui, semble-t-il, fondèrent entièrement leur famille au Québec. Cependant, en ce qui concerne les chefs de familles qui eurent leurs enfants aux États-Unis, un peu plus du quart sont sans conjoints en 1901, ce qui paraît énorme.

Nous remarquons premièrement que ces veufs et ces veuves formaient relativement de jeunes couples au moment de leur retour au pays. En moyenne, les hommes avaient 46 ans et les femmes, 34 ans. Chez les trois quarts de ces veufs et de ces veuves en 1901, les derniers enfants vivants sont de naissance américaine: il semble donc que pour plusieurs, la décision de revenir au pays soit une conséquence du décès du conjoint. De plus, parmi ces chefs de famille esseulés en 1901, presque les trois quarts sont des femmes. On peut imaginer que, privées d'un revenu principal dans un pays étranger avec la responsabilité de jeunes enfants, ces femmes ont effectivement préféré revenir sur leurs pas.

Ce phénomène de veuvage précoce s'observe difficilement parmi les Franco-Américains et Franco-Américaines qui habitent seuls ou en pension en 1901, puisqu'il s'agit d'une population de célibataires. Néanmoins, il semble que, dans certains cas, l'attente d'un enfant ait pu jouer un rôle déterminant dans le rapatriement, peut-être temporaire, de certaines Franco-Américaines. Nous avons effectivement répertorié la présence de dix-sept jeunes Franco-Américaines au couvent de la Miséricorde, qui accueillait les filles enceintes et célibataires. Ce couvent abritait, au moment du recensement, 149 jeunes femmes recensées comme étant «internes». Les dix-sept Franco-Américaines y sont âgées de 16 à 29 ans. Ces jeunes femmes sont toutes au pays depuis peu, soit depuis 1900-1901 pour l'une d'elles — et il est possible d'avancer qu'elles étaient à Montréal, avec ou sans la complicité de leurs proches, dans le but d'y cacher une grossesse.

Ainsi, faute de faire une étude plus complexe sur des aléas économiques de la Nouvelle-Angleterre susceptibles de justifier le rapatriement de

familles canadiennes-françaises¹⁰, nous avons épluché les indices fournis par les listes nominatives et nous pouvons émettre l'opinion que la naissance d'enfants ou encore le décès de l'un des conjoints, qui sont en soi des facteurs reliés à l'économie familiale, ont pu jouer un rôle déterminant dans la décision de retour.

De grands voyageurs ?

Les listes nominatives, qui nous renseignent sur le pays de naissance, n'indiquent malheureusement pas souvent le lieu précis de naissance des individus recensés. En règle générale, les recenseurs s'en tenaient à la province canadienne de naissance des personnes interrogées ou encore ils inscrivaient simplement le nom du pays étranger, sans même préciser l'État, s'il s'agissait des États-Unis. Nous ne pouvons donc pas vérifier le lieu de naissance des enfants franco-américains et encore moins vérifier si les familles qui allaient et venaient entre les États-Unis et le Canada s'établissaient dans une région différente entre chaque déplacement. Cependant, nous pouvons dire que les lieux de séjour des Canadiens français exilés aux États-Unis pouvaient facilement dépasser le cadre de la Nouvelle-Angleterre. Sur un total de 638 individus nés aux États-Unis, les recenseurs ont en effet spécifié le lieu de naissance aux États-Unis de 34 d'entre eux. Nous y relevons quelques États ou villes de la Nouvelle-Angleterre reconnues pour avoir accueilli de nombreux Canadiens français, telles Providence et Manchester. Cependant, 13 de ces 34 rapatriés ont vu le jour à l'extérieur des limites de la Nouvelle-Angleterre. Par exemple, chez la famille Saint-Laurent, les deux filles aînées sont nées au Colorado, tandis que les onze autres jeunes Franco-Américains sont nés dans l'État de New York ou à Chicago.

L'information sur le pays de naissance des parents et des enfants permet en outre d'observer un mouvement de va-et-vient des deux côtés de la frontière. Par exemple, 20 familles ont la caractéristique commune de comprendre au moins un parent ainsi qu'un enfant nés aux États-Unis. À première vue, on peut penser que des Canadiens français exilés aux États-Unis y ont épousé des Franco-Américaines et que, plus tard, ils sont revenus s'établir au Canada accompagnés de leur famille fondée aux États-Unis. Nous remarquons cependant que sept conjoints appartenant à ces 20 familles franco-américaines ont indiqué au recenseur une année d'immigration nettement antérieure à celle de leurs enfants. Par exemple, le Franco-Américain Charles Perrault s'est marié à Philomène, une Franco-Américaine. Louis, leur fils aîné de quatre ans, est également né aux États-Unis. Philomène et Louis ont déclaré au recenseur l'année 1898 comme étant celle de leur arrivée au pays, tandis que Charles a spécifié avoir également immigré en 1871 (ce qui lui donne environ l'âge de 6 ans à l'époque). Il semble ainsi que le goût de l'aventure américaine ait pu se transmettre sur plus d'une génération.

Dans d'autres cas, cette expérience américaine pouvait être morcelée pour une seule et même génération. Chez 4,2 % des couples canadiens-français

ayant fondé une famille aux États-Unis, un ou des enfants canadiens sont nés entre deux enfants américains. Un exemple presque caricatural de ce mouvement de va-et-vient des deux côtés de la frontière, c'est celui de la famille Trudelle. Nous pouvons lire sur les listes nominatives que les deux filles aînées de la famille, Angéline (22 ans) et Carmila (16 ans), sont nées au Québec, suivies de Horace (14 ans) qui est né aux États-Unis. Naissent ensuite deux autres filles au Québec, Albina (12 ans) et Rosilda (9 ans), et une autre fille aux États-Unis, Mathilda (5 ans). Ensuite, il y a Alexis (3 ans) qui est né au Québec en 1897, bien que la famille Trudelle déclare au recenseur l'année 1898 comme étant celle de sa dernière migration vers le Canada. Puis, enfin, il y a le petit dernier Armand (trois mois), qui a vu le jour au Québec.

L'itinéraire de la famille Trudelle, semble néanmoins assez exceptionnel et touche à peine une famille sur 20. Précisons néanmoins qu'il doit s'agir d'un phénomène sous-évalué, puisque nous ne nous basons ici que sur des indices démographiques. En effet, les familles qui ont tenté une aventure américaine mais qui n'ont pas mis au monde des enfants de l'autre côté de la frontière nous échappent; nous échappent également celles dont l'exil est interrompu par des séjours plus ou moins longs au Québec, parce que des enfants n'ont pas vu le jour au terme de chacun de ces déplacements.

Statut et profession

Une fois les Franco-Américains repérés, la question principale est de savoir dans quelle mesure leur trajectoire américaine a influencé leur situation à Montréal. Nous pouvons émettre deux hypothèses à ce sujet: d'une part, comme le souligne Bruno Ramirez dans son étude sur les migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique de 1860 à 1914¹¹, les ouvriers canadiens-français établis aux États-Unis occupaient surtout des emplois qui exigeaient peu de formation et on peut penser qu'il en était de même à Montréal en 1901. D'autre part, nous pouvons également supposer que l'insertion sur le marché du travail ou encore les capitaux accumulés aux États-Unis auraient permis à des chefs de famille franco-américains d'acquérir des qualifications professionnelles qu'ils n'avaient pas au départ et de les mettre à profit à Montréal ou même de s'établir à leur compte.

Il est très difficile de se prononcer sur de telles questions. Les volumes imprimés du recensement de 1901 ne contiennent aucun tableau présentant la répartition professionnelle de l'ensemble des Montréalais. Par conséquent, il n'y a aucune comparaison possible entre notre échantillon de main-d'œuvre franco-américaine et la main-d'œuvre montréalaise en 1901. Il est donc impossible de déterminer si l'expérience acquise aux États-Unis a pu conduire à une appartenance professionnelle distincte. Nous devons donc nous contenter de tracer un portrait économique et socioprofessionnel des Franco-Américains.

En ce qui concerne premièrement la répartition, selon les principales sphères d'activité économique, de la main-d'œuvre franco-américaine du quartier

Saint-Jacques, nous avons estimé qu'environ les trois quarts de cette main-d'œuvre travaillaient, en ordre d'importance, dans les secteurs de la fabrication, des services et du commerce réunis. À lui seul, le secteur de la fabrication rassemble un peu plus du tiers des effectifs. Par exemple, nous y répertorions des femmes qui confectionnent des vêtements; des chefs de famille qui exécutent des tâches reliées à la fabrication de la chaussure et du cuir; ou encore de jeunes hommes et jeunes femmes, non mariés et qui habitent toujours chez leurs parents, dans le secteur de l'impression et de l'imprimerie.

Le secteur des services compte pour 20 % de la main-d'œuvre. Les tâches y sont nombreuses et diversifiées. De la finance aux arts, en passant par les services médicaux et éducatifs, aucune branche d'activité ne se distingue nettement des autres par le nombre de Franco-Américains qui y exercent une fonction. Notons toutefois que les femmes effectuent surtout des tâches traditionnelles, comme celles qui sont dévolues aux religieuses et aux domestiques. Quant aux individus rattachés au secteur du commerce, ils ne représentent que 16 % de la main-d'œuvre franco-américaine du quartier. Nous y répertorions majoritairement des commis (surtout chez les jeunes), des agents, quelques marchands et commerçants.

Enfin, sous un angle socioprofessionnel, la main-d'œuvre franco-américaine du quartier Saint-Jacques est composée, à près de 50 %, par des ouvriers majoritairement qualifiés, ce qui s'explique partiellement par la présence des manufactures à Montréal au tournant du siècle. Nous estimons ensuite que 15 % de la main-d'œuvre franco-américaine occupe un poste en tant que patron ou travailleur autonome. Nous y répertorions des marchands ou commerçants d'articles divers, des individus qui offrent des services à leur compte, ou encore des ouvriers qui ont créé leur petite entreprise.

Si le travail des femmes et des enfants canadiens-français était courant dans les manufactures de la Nouvelle-Angleterre, il en est tout autrement à Montréal en 1901. Les filles et garçons de moins de 15 ans ayant un travail rémunéré sont minoritaires, et ceux qui travaillent habitent dans des familles avec de maigres revenus. Précisons que la nette majorité des garçons et filles de cette cohorte d'âge va toujours à l'école en 1901. Quant aux femmes mariées, elles remplissent leurs rôles traditionnels à la maison. Le marché du travail féminin est surtout caractérisé par la présence de veuves et de jeunes femmes célibataires (15-25 ans) et qui, pour la plupart, habitent toujours chez leurs parents. Parmi celles qui habitent en pension, nous relevons surtout des domestiques et des femmes qui habitent leur milieu de travail; c'est le cas des quatorze religieuses qui travaillent pour la plupart au couvent de la Miséricorde, rue Dorchester.

Peu de traces d'un séjour à l'extérieur

À l'exception des quelques indices démographiques sur les listes nominatives qui témoignent d'un exil plus ou moins long aux États-Unis, nous ne disposons d'aucun autre indice concernant le profil des individus ayant

séjourné de l'autre côté de la frontière. Presque à l'unanimité, les Franco-Américains restent à l'image de leurs ancêtres, soit francophones et de confession catholique. Qu'ils aient séjourné deux ans ou vingt ans aux États-Unis, la majorité des Franco-Américains, entre autres les hommes, se disent bilingues en 1901, mais encore faut-il savoir ce qu'on entendait à l'époque par bilinguisme. Un vécu américain ne semble pas garantir d'un apprentissage de la langue anglaise, puisqu'on remarque qu'environ le tiers des femmes célibataires, qui sont nées aux États-Unis et qui y ont vraisemblablement vécu au moins leurs quinze premières années, disent ne pas savoir lire, écrire et parler anglais. Nous pouvons d'ailleurs supposer que ces femmes ont pu vivre dans des communautés canadiennes-françaises de la Nouvelle-Angleterre. En fait, à l'exception de quelques prénoms ou diminutifs anglophones donnés aux garçons et aux filles nés aux États-Unis, nous ne répertorions aucune autre trace visible d'influence américaine parmi les rapatriés franco-américains.

Conclusion

Les listes nominatives n'ont pas fourni toutes les réponses à nos questions de départ. Elles permettent néanmoins de constater le caractère jeune des migrants et des familles migrantes, mais, avant tout, qu'il existait bel et bien un mouvement de retour de familles franco-américaines, puisque nous en trouvons des traces significatives à Montréal en 1901. Nous pouvons lire dans les compilations imprimées des volumes du recensement de cette année-là que le district Saint-Jacques (qui englobe les quartiers Est et Saint-Jacques) rassemble 935 individus nés aux États-Unis, ce qui représente 2,2 % de sa population¹². De ce nombre, 638 (soit les deux tiers) sont en fait d'origine canadienne-française. À ce chiffre il faudrait ajouter les parents, frères et sœurs aînés de ces Franco-Américains qui étaient pour la plupart très jeunes au moment de leur migration, car l'expérience américaine ne concerne pas exclusivement les individus nés aux États-Unis, mais également tous ceux et celles qui y ont vécu. De plus, en sachant qu'échappent à notre étude toutes les familles qui n'ont pas eu d'enfant entre deux déplacements, il semble évident que le phénomène de retour de familles franco-américaines est réel. Il est difficile à comptabiliser, mais sûrement moins marginal qu'on ne l'a déjà pensé.

NOTES

1. Cet article s'appuie sur *Les Franco-Américains à Montréal au début du XX^e siècle*, mémoire de maîtrise en histoire de l'auteure, Université de Québec à Montréal,

1997, 120 p. Ce mémoire a été réalisé sous la direction du professeur Paul-André Linteau.

2. Pour une vue d'ensemble du phénomène, voir Yves Roby, *Les*

Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre (1776-1930), Sillery, Septentrion, 1990, 434 p.

3. Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de*

Les Franco-Américains à Montréal en 1901: un regard sur le retour au pays

1840 à 1930, Québec, Conseil de la langue française, 1981, p. 53.

4. *Ibid.*, p. 58.

5. Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, 613 p.

6. Ces listes ont été déposées aux Archives nationales du Canada et sont disponibles sur microfilms dans les bibliothèques de plusieurs universités canadiennes.

7. Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps*, tome I. *Le militant*, Montréal, Fides, 1996, 780 p.

8. Bruno Ramirez, *op. cit.*, p. 169.

9. Jacques Rouillard, *Ah les États! Les travailleurs canadiens-français dans l'industrie du textile de la Nouvelle-Angleterre d'après le témoignage des derniers migrants*, Montréal, Boréal Express, 1985, p. 23.

10. Consulter à cet égard l'excellent article de Martin Pâquet dans le présent numéro.

11. Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux: Immigrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique (1860-1914)*, Montréal, Boréal, 1991, p. 133.

12. *Recensement du Canada 1901*, vol. 1 *Population*, Ottawa, S.E. Dawson, 1902, p. 443.